Madame, Monsieur la/le député/e,

En tant qu'électeur/trice assidu/e de votre circonscription, je vous sollicite afin de vous demander d’intervenir pour aider le personnel enseignant dans la gestion de la crise sanitaire. Le monde éducatif est en crise ; la mobilisation sans précédent du 13 janvier est un signe fort du niveau d’exaspération et de fatigue de tous : personnels et familles.

Une pétition est en cours pour demander au Premier ministre de tenir les engagements pris le 13 janvier et de les mettre en œuvre le plus tôt possible. Nos représentants syndicaux ont fait une liste de demandes claires et précises des besoins des personnels et de familles :

* être informés directement par le canal professionnel de tout changement des règles sanitaires en pesant bien leur intérêt et en laissant un délai suffisant d’application ;
* cesser d’exiger de nous une double journée de travail en supprimant explicitement la consigne de cumuler enseignement en présentiel et en distanciel, gestion de la crise journée et soirée, semaine et weekend ;
* suspendre tout ce qui n’est pas prioritaire (évaluation d’écoles et d’établissements, formations, rédaction de projets…) ;
* recruter des personnels en nombre suffisant et selon des statuts attractifs afin d’assurer les remplacements aujourd’hui non effectués qui déstabilisent chaque jour nos écoles et établissements, et de permettre la prise en charge, la gestion et le suivi des élèves positifs et cas contacts ;
* nous équiper d’autotests, mais aussi de masques FFP2 pour celles et ceux d’entre nous qui le souhaitent selon le métier ou la vulnérabilité, et cela en complément des masques chirurgicaux promis que nous comptons bien recevoir au plus vite ;
* anticiper toute réorganisation (examens, stages en milieu professionnel…) pour ne pas mettre en péril notre travail d’équipe et les parcours de nos élèves ;
* intervenir au plus près des territoires pour que les travaux sur le bâti scolaire s’engagent concrètement.

J’espère que vous pourrez relayer ses demandes à l’Assemblée nationale et auprès du gouvernement.

Je me tiens à votre disposition pour une rencontre et évaluer l’application locale de ces mesures sur notre département.

Veuillez agréer, Madame la députée ou Monsieur le député, l’expression de ma haute considération